

Subject File

Technical Assistance.

85-01 - Public Works - Part C

24/05/1963-31/07/1963

1/2

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

Sc  
Cable Cable

UN ARCHIVES

SERIES	<u>5-0728</u>
BOX	<u>33</u>
FILE	<u>1</u>
ACC.	<u>ARG 12 / 16-1-0-10</u>



DESCRIPTION DU PROJET POUR 1964-65

Titre du Projet : Administration publique ( 8501 )

a. - Description succincte du programme à ce jour, ainsi que des résultats déjà obtenus :

(I). - En ce qui concerne les Administrations provinciales, les objectifs poursuivis sont les suivants :

1. - Amélioration de la gestion du personnel et du niveau professionnel des Agents :

Dans le cadre de ce 1er groupe d'objectifs, il est envisagé les mesures suivantes :

- a. - Uniformisation de la réglementation statutaire des personnels provinciaux, par l'adoption d'un statut-cadre commun à l'ensemble des administrations des nouvelles provinces.
- b. - Amélioration de la gestion des Personnels provinciaux, par l'envoi de Missions itinérantes ou permanentes d'Experts de la Fonction Publique chargés de conseiller les responsables locaux, et par l'élaboration, à partir de Léopoldville, d'instructions de travail précises au profit des Hauts fonctionnaires congolais que le Gouvernement central compte mettre en place à l'intérieur pour collaborer au redressement de la situation.
- c. - Formation et perfectionnement des Agents provinciaux en service, par l'étude de certains projets dont la réalisation serait laissée à certaines Institutions existantes : Centres de formation administrative pour cadres de secrétariat; cycles spéciaux de formation administrative accélérée pour cadres supérieurs et moyens; émissions radiophoniques pour fonctionnaires; systèmes de "contingents provinciaux" d'entrée au cycle normal de l'ENDA, etc.. (Voir projet ENDA).
- d. - Utilisation rationnelle des jeunes cadres disponibles au profit des Administrations provinciales, par l'étude d'un système d'affectation prioritaire dans les Provinces des nationaux en voie d'achèvement de leurs études au Congo ou à l'étranger, et par l'intégration de certains cadres du secteur privé dans les Provinces sous-administrées.

2. - Réorganisation des structures administratives et amélioration de leur fonctionnement :

Dans le cadre de ce 2ème groupe d'objectifs, prennent principalement place les projets suivants :

- a. - Réorganisation des services extérieurs du pouvoir central dans les Provinces, et l'établissement d'un système de coordination administrative entre les Autorités centrales et provinciales quant à leur gestion.

.../...



- b. - Réforme structurelle des Administrations provinciales, par l'étude d'organigrammes-types pour les Ministères des nouvelles Provinces.
- c. - Mise sur pied d'une collaboration administrative interprovinciale, par le regroupement de certains services techniques au sein d'Administrations polyprovinciales.
- d. - Inventaire des besoins provinciaux en effectifs nationaux ou techniques, et des besoins en équipement de bureau.
- e. - Codification de la documentation législative ou réglementaire provinciale (Edits, Edits-règlements, Ordonnances et Arrêtés provinciaux, Textes d'origine centrale mais destinés à la Province etc.), et création d'un moniteur officiel provincial.
- f. - Diffusion à l'intérieur de la documentation législative ou réglementaire centrale, la vulgarisation de ces textes devant permettre aux Administrations provinciales de faire souvent l'économie d'une préparation de réglementations particulières, en se contentant de les adapter, au besoin, aux réalités administratives locales. Tout spécialement, la diffusion prochaine d'un "code" d'instructions et de circulaires actuellement en préparation pour rationaliser la marche des services, raffermir la discipline des bureaux et en accroître le rendement sera appelée à rendre d'utiles services.

(II). - En ce qui concerne l'Administration Centrale, le programme vise essentiellement à atteindre trois groupes d'objectifs :

1. - Réformes statutaires et amélioration de la gestion du personnel :

Sous cette rubrique, se regroupent les objectifs suivants :

- a. - Adoption définitive d'un statut général des Agents de l'Etat.
- b. - Préparation de statuts particuliers propres à certains cadres administratifs (Affaires Etrangères, par exemple) ou à certains auxiliaires de l'Administration (Cabinets Ministériels, par exemple).
- c. - Revision, adaptation aux besoins actuels et codification des mesures réglementaires d'application du statut. Dans ce cadre, sont actuellement étudiés certains problèmes relatifs au signalement des agents, à la création d'une Caisse d'Assurance et de Prévoyance pour le personnel etc...
- d. - Amélioration des mises en place effectuées, soit par l'étude de moyens d'épuration pour insuffisance professionnelle, soit par l'élaboration de places de mutations des agents en service.

2. - Formation accélérée du Personnel.

Il suffit de rappeler ce qui a été dit ci-dessus pour le perfectionnement des Agents provinciaux. On ajoutera seulement que le programme vise à deux objectifs supplémentaires :

.../...

2



- a. - Renforcement de l'efficacité de l'ENDA, par l'étude de certains projets de réforme de son statut et de son fonctionnement.
- b. - Elaboration d'un statut des boursiers congolais et d'un régime de garantie de leur utilisation dans la fonction publique à un grade convenable.

3. - Réorganisation structurelle et amélioration du fonctionnement des services publics centraux :

Dans ce domaine, il faut signaler, entre autres, les points suivants :

- a. - Elimination des conflits de compétence confrontés par le Département de la Fonction Publique, par le moyen d'une délimitation constitutionnelle ou législative précise des attributions de ce ministère à l'égard des autres Administrations centrales, et des Administrations provinciales, tant en ce qui concerne les mesures réglementaires ou individuelles de gestion du personnel qu'en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des services publics.
- b. - Fixation des organigrammes des Administrations centrales et élaboration d'une loi des cadres, permettant une détermination objective des besoins en effectifs nationaux et étrangers.
- c. - Etude et mise en oeuvre d'un "Code" d'instructions détaillées en matière de fonctionnement, de discipline et de rendement des services (Voir plus haut).

(III). - En ce qui concerne les résultats déjà atteints dans l'exécution de ce vaste programme, on peut assurer que certains des objectifs énumérés ci-dessus ( points I, 1°, a et c; 2°, b, c, d et f; points II, 1° a, b et c; 2°, a et b; 3° b et c ) pourront être assez prochainement réalisés, dans la mesure où les études et travaux préparatoires sont totalement ou partiellement achevés à ce jour. Toutefois, l'exécution des projets sur place ne sera possible que dans des délais plus importants, et dans la mesure où sera possible un renforcement du nombre des Experts mis à la disposition des gouvernements provinciaux.

B. - Sans objet.

C. - Justification de l'exécution du programme après 1963 ( avec date limite pour sa réalisation finale. )

Le programme de redressement administratif ci-dessus défini ne pourra être complètement réalisé avant au moins 3 ans : Certaines des études préparatoires au profit de l'Administration centrale (élaboration de tous les statuts particuliers, revision complète et codification de la réglementation administrative, par exemple) réclameront, de par leur ampleur, des délais relativement longs pour leur achèvement, et il en sera à fortiori ainsi pour leur mise en oeuvre effective. En ce qui concerne les Provinces, dont l'insuffisance des cadres qualifiés est à peu près générale, il faudra même que leurs Administrations puissent bénéficier, le plus tôt possible, d'un apport suffisant d'Experts "opérationnels" en résidence permanente à l'intérieur pour que la réalisation du projet puisse être



assurée avant la fin 1966. En définitive, la date-limite d'accomplissement du présent programme dépendra des possibilités du Pays à fournir, dans les prochaines années, des éléments capables, par leur formation et leur dévouement, de remplacer progressivement une assistance technique qui, comme on le verra ci-après, est obligée jusqu'à nouvel ordre de préparer les réformes nécessaires et de pourvoir à la fois à leur exécution quotidienne.

D, E et F :

Les Experts de la Section d'Administration publique sont à titre principal des conseillers. A ce titre, ils sont amenés, soit individuellement, soit collectivement, à donner leurs avis sur tous les problèmes de gestion du personnel qui soulèvent des questions de principe; ils ont également pour rôle de proposer ou de préparer les projets de réformes administratives dont le Ministère de la Fonction Publique prend l'initiative en vue du redressement de la situation des Administrations centrales. Entre enfin dans cette mission de conseil l'action entreprise par les Experts, à partir du Département, en vue de la mise sur pied des Administrations des Nouvelles Provinces.

Cependant, étant donné l'insuffisance actuelle des cadres, les Experts sont généralement amenés à réaliser eux-mêmes les projets de réforme sur lesquels ils ont conseillé le Gouvernement. Dans le cadre de cette activité quotidienne, ils collaborent avec les Services du Ministère de la Fonction Publique, et font participer, autant que possible, les Agents congolais à la réalisation de leurs travaux. Considérés sous cet angle, les Experts jouent donc un rôle de "training", indispensable à la formation concrète du Personnel en poste.

( I ). - Indications succinctes sur les interventions effectuées par le Gouvernement sur la base des avis donnés par les Experts :

Comme indiqué ci-dessus, certains projets étudiés par les Experts ont été réalisés ou sont en voie de l'être incessamment par le Département de la Fonction Publique. Il s'agit notamment des projets suivants :

1. - En ce qui concerne les Administrations Provinciales :

- Promulgation d'un Statut-cadre commun à l'ensemble des Agents des différentes Provinces.
- Organisation (composition, rôle, instructions, calendrier-type de travail etc.) et envoi de Missions itinérantes de la Fonction Publique dans les Provinces, avec la collaboration des Experts.
- Plan d'action du Gouvernement central pour la reprise en main des Administrations Provinciales et assurer une collaboration plus efficace des Autorités centrales et locales à cet égard.
- Cycle de causeries radiophoniques pour la formation administrative des fonctionnaires provinciaux.
- Diffusion d'un "code" de circulaires administratives en matière de fonctionnement, de discipline et de rendement des services.
- Inventaire-type provisoire des besoins provinciaux en personnel étranger et en équipement de bureau.



2.- En ce qui concerne les Administrations Centrales :

- Promulgation du statut général des Agents de l'Etat.
- Promulgation d'un statut particulier des Agents du cadre des Affaires Etrangères
- Suppression de l'ancienne Caisse Coloniale d'Assurance et remplacement par une nouvelle Caisse de Prévoyance sociale.
- Statut des boursiers et stagiaires congolais.

( II ).- Indications sur la date-limite à laquelle les Conseillers pourront être remplacés par du personnel congolais, et sur les arrangements intervenus en ce sens :

Il est probable que le remplacement des experts pourra être amorcé progressivement à partir de 1966, surtout en ce qui concerne les Experts "opérationnels" auxquels il a été fait allusion ci-dessus. A cette date, en effet, les Administrations congolaises centrales et provinciales pourront bénéficier de : 1°) trois promotions d'élèves de l'ENDA (environ 80 à 100 élèves par an pour la section administrative de cette Ecole) ; 2°) quatre promotions d'étudiants préparés à l'université Lovanium ( Faculté de Droit, des Sciences politiques et sociales) ; et 3°) de la plupart des 3.000 boursiers actuellement à l'étranger pour y effectuer soit des études, soit des stages de longue durée ( chiffre approximatif fourni par les Services de la Fonction Publique ). Par ailleurs, ce délai semble nécessaire, on l'a dit, pour permettre d'achever les études de réforme administrative entreprises par la Section, et de suivre leur application effective par les Autorités congolaises.

C.-

Il faut préciser ici 2 points :

( I ).- Le programme de la Section, qui collabore intimement avec les Services du Ministère de la Fonction Publique, n'a de valeur concrète que dans la mesure où les propositions qu'il comporte sont agréées et appliquées par les Autorités congolaises, et par le Ministre intéressé en particulier. Il en résulte, d'une part, que, ce programme est endossé, au fur et à mesure, par le Ministère, et apparaît avant tout, dans sa réalisation, comme une oeuvre du Gouvernement. Il en résulte aussi que le Ministre de la Fonction Publique, lorsqu'il dispose de certains techniciens mis à son service dans le cadre d'autres assistances que celles des Nations-Unies, peut toujours demander à ces derniers de collaborer à la réalisation des tâches définies par le programme ci-dessus. C'est ainsi que les Experts ont vu leur action renforcée par deux techniciens n'appartenant pas à la Section : 1°) Monsieur Roger DARD, Expert en Coopération, mis à la disposition du Gouvernement Congolais par l'assistance technique française, et qui s'occupe plus spécialement des questions relatives aux Organigrammes des Administrations centrales; et 2°) Monsieur Jean SCOKART, fonctionnaire de l'ancienne Colonie belge, revenu depuis deux mois au Congo, et que le Ministre a plus particulièrement affecté à collaborer à la confection du nouveau Statut des Agents de l'Etat. A cet égard, on peut dire que, si la Section continue à jouer un rôle d'impulsion générale des réformes administratives indispensables, la réalisation de ses projets comporte actuellement une participation limitée de certains éléments étrangers à la Section.

.../...



( II ). - Comme indiqué ci-dessus, les projets relatifs à la formation et le perfectionnement des cadres ne pourront être réalisés par les seuls moyens de la Section. Aussi bien, l'ampleur de ces projets invite à une coopération générale pour atteindre à l'efficacité. C'est pourquoi il a été fait appel à la participation de l'ENDA, institution nationale congolaise, et qu'il est envisagé de recourir au BIT pour assurer le fonctionnement d'un Centre de formation administrative des Agents subalternes (Employés de bureau et Agents de Secrétariat).



OPERATIONS CIVILES ONUC  
TRAVAUX PUBLICS

STATEMENT OF OBLIGATIONS INCURRED AGAINST COUNTERPART FUNDS TITLE II  
FOR PUBLIC WORKS PROJECTS AS AT 31 JULY 1963.

Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des Dépenses non engagées 1-2
	<u>GOUVERNEMENT CENTRAL</u>							
L-2	Cantonnage route Léo Kenge	-	11.500.000	5.000.000	-	4.109.072	890.928	6.500.000
C-1	Port Matadi: Rép. Infrastructure	95	3.000.000	3.000.000	85.832	3.000.000	-	-
C-3	Rem. en état 2 balisseurs sur fl.	60	6.000.000	6.000.000	-	4.612.400	1.387.600	-
4	Carénage et ent.d'unité fluv.	35	3.000.000	2.170.788	-	-	2.170.788	829.212
C-5	Rép. balises du fleuve	-	10.000.000	2.000.000	-	747.859	1.252.141	8.000.000
C-9	Etude projets de travaux: route	25	20.000.000	15.000.000	413.440	5.540.585	9.459.415	5.000.000
C-11(a)	Axe Stan-Bukavu entretien	-	10.000.000	10.000.000	-	-	10.000.000	-
C-11(b)	Axe Stan-Bukavu	-	60.000.000	-	-	-	-	60.000.000
C-14	Ecole des cadres: Affaires Soc.	-	7.000.000	-	-	-	-	7.000.000
C-15	Ecole Météorologique	-	1.000.000	1.000.000	364.322	364.322	635.678	-
C-16	Réparations stations synoptiques	22	3.000.000	3.000.000	-	1.138.443	1.861.557	-
C-18	Ecole Télécommunications	14	2.000.000	2.000.000	12.426	1.803.382	196.618	-
C-19.0	Ecoles Secondaires	-	5.315.821	-	-	-	-	5.315.821
C-19.1	Ecole-Athénée de Ngiri-Ngiri	26	2.138.000	2.138.000	-	1.179.824	958.176	-
C-19.2	-Athénée Av. Victoire	26	2.138.000	2.138.000	-	1.181.701	956.299	-
C-19.3	-Inst. Ste. Thérèse	20	1.068.000	1.068.000	-	751.695	316.305	-
C-19.4	-Inst. Ste. Anne	18	890.000	890.000	391.200	447.000	443.000	-
19.5	-Armée du Salut au Kasai	24	1.425.000	1.425.000	-	979.722	445.278	-
C-19.6	-Inst. St. Georges à Kitambo	23	1.068.000	1.068.000	-	913.211	154.789	-
C-19.8	- de Kivu	-	4.324.527	4.324.527	-	-	4.324.527	-
C-19.9	- Athénée de Kenge	65	12.805.652	12.805.652	-	4.341.978	8.463.674	-
C-19.10	- Missions protestantes	28	1.840.000	1.840.000	644.000	644.000	1.196.000	-
C-19.11	- Mission catholiques	185	5.152.000	5.152.000	339.966	2.143.166	3.008.834	-
C-19.12	Mobilier Ecoles Secondaires		1.835.000	1.835.000	-	-	1.835.000	-
C-20	Ecole Nat. Droit et Adm.	120	14.500.000	14.500.000	1.313.169	14.500.000	-	-



Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
	<u>GOUVERNEMENT CENTRAL (Suite)</u>							
C-33	Réparation logements Administr.	-	500.000	7.900	-	7.900	-	492.100
***	Ecole Nat. Droit et Adm.	-	-	2.904.877	225.212	225.212	2.679.665	-2.904.877
L-1**	Travaux d'Hygiène à Léo	-	25.000.000	25.000.000	-	24.620.326	379.674	-
LB-3.1	Centre Nat. Emis.N'Djili route	-	4.392.435	4.392.435	21.064	4.364.362	28.073	-
		801	220.892.435	128.825.179	3.810.631	77.616.160	51.209.019	92.067.256

\*\* Opération terminée mais non entièrement liquidée  
 \*\*\* Crédit ouvert en préfinancement d'opérations qui  
 doivent être inscrites en priorité sur le prochain programme



Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
<u>LEOPOLDVILLE</u>								
A-3	Route Boma-Tshela	136	10.500.000	10.500.000	852.935	9.515.339	984.661	-
A-21+LB-1	Inst. Nat. du Bât. et T.P.	85	16.000.000	16.000.000	3.432.851	6.102.734	9.897.266	-
***	Inst. Nat. du Bât. et T.P.	-	-	7.306.601	-	-	7.306.601	-7.306.601
A-21+B-3	Cantonnage route Kwango	420	8.000.000	6.000.000	-	4.777.145	1.222.855	2.000.000
A-22+B-4	Cantonnage route Kwilu	780	9.000.000	6.000.000	226.406	1.694.026	4.305.974	3.000.000
A-263+B-5	Cantonnage route Lac Léop.II	1386	10.500.000	10.500.000	632.094	9.298.404	1.201.596	-
A-27	Route Inongo-Ngongo-Yembe	246	2.000.000	2.000.000	29.829	1.239.928	760.072	-
LB-2+C-17	Inst. Nat. Pédagogique	152	7.000.000	7.000.000	172.078	3.722.289	3.277.711	-
***	Inst. Nat. Pédagogique	-	-	1.112.765	-	-	1.112.765	-1.112.765
C-7+C-8	Rép. toit et drain Hôp.R.Elis.	-	4.500.000	4.500.000	2.425.169	2.425.169	2.074.851	-
C-13	Port Rivière Ngombé	-	30.000.000	3.458.573	-	-	3.458.573	26.541.427
C-24	Résorption chômage	50	3.000.000	2.011.800	-	-	2.011.800	988.200
C-27.2	Rép. et ext.Bât.Adm.Kikwit	-	4.000.000	4.000.000	-	-	4.000.000	-
C-27.3	Etude de l'Aérodrome de Kenge	20	1.000.000	1.000.000	-	250.000	750.000	-
C-27.4	Construction de 4 maison pour	-	4.000.000	4.000.000	-	-	4.000.000	-
C-27.5	Etude develop.rurale -Kwango	-	2.000.000	2.000.000	-	-	2.000.000	-
C-27.6	Achèvement Athénée d'Inongo	-	700.000	700.000	-	-	700.000	-
C-27.7	Instal. Centre d'élevage à	-	1.310.000	1.310.000	-	-	1.310.000	-
C-27.8	Création de noyaux à Kulu	-	353.800	353.800	-	-	353.800	-
C-27.9	Création de noyaux à Inongo	-	353.800	353.800	-	-	353.800	-
C-27.10	Création de noyaux à Mushie	-	353.800	353.800	-	-	353.800	-
C-27.11	Rest. route Buna-Bendela	-	2.400.000	2.400.000	-	-	2.400.000	-
C-27.12	Rest. route Seko-Semendua	-	240.000	240.000	-	-	240.000	-
C-27.13	Bac Makaya-Bendela	-	300.000	300.000	-	-	300.000	-
C-27.14	Village Elombe-Bac Elombe	-	72.000	72.000	-	-	72.000	-

.../



Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
	<u>LEOPOLDVILLE</u> (Suite)							
C-27.15	Réparation route	-	916.600	916.000	-	-	916.000	-
1**	Assèchement Marais du Pool	-	50.999.134	50.999.134	-	47.520.704	3.478.430	-
1.3**	Route Boma-Banana	-	1.788.204	1.788.204	-	1.680.243	107.961	-
B-2.2**	Route Malanga-Luozi	203	1.846.240	1.846.240	.2.000	1.752.812	93.428	-
		3.478	173.133.578	149.023.317	7.773.362	89.978.793	59.044.524	24.110.261

\*\* Opération terminée mais non entièrement liquidée



Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Total Dépenses engagées non liquidées 5	Balance des dépenses non engagées 1-2
	<u>COQUILHATVILLE</u>							
A-3+B-2	Drain Bokiri	100	12.200.000	11.091.319	484.291	10.993.840	97.479	1.108.681
A-2+A-6	Aménagement pâturages	-	4.361.572	2.899.394	-	2.296.772	602.622	1.462.178
A-10.1	Route Djoa-Lolengi	-	1.250.000	1.000.000	193.602	989.778	10.222	250.000
A-10.2	Route Boende-Basabkusu	-	1.250.000	800.000	118.106	553.386	246.614	450.000
A-10.3	Route Bongandanga-Gundji	-	1.850.000	313.417	-	-	313.417	1.536.583
10.4	Route Lisala-Gumba	-	650.000	260.013	-	-	260.013	389.987
A-11.1	Route Ikela-Mondongbe	-	700.000	700.000	-	407.206	292.749	-
A-11.2	Route Bokolongo-Bokote	50	350.000	200.000	123.922	172.487	27.513	150.000
A-11.3	Route Bomate-Balangala	-	350.000	200.000	-	123.552	76.448	150.000
A-11.4	Route Bozene-Gemena	60	700.000	300.000	96.580	274.476	25.524	400.000
A-11.5	Route Karaza-Businga	90	700.000	250.000	47.791	47.791	202.209	450.000
A-12+B4	Route Dongo-Kungu	90	1.800.000	1.500.000	280.367	1.463.030	36.970	300.000
B-1.1	Patûrages en Cuvette Centrale	74	1.500.000	500.000	-	334.731	165.269	1.000.000
B-1.2	Pâturages en Ubangi	100	600.000	200.000	-	-	200.000	400.000
B-1.3	Pâturages en Moyen-Congo	-	600.000	-	-	-	-	600.000
B-1.4	Pâturages à Bumba	-	300.000	-	-	-	-	300.000
B-3	Digue Ingende-Yele	-	3.200.000	1.300.000	-	1.269.064	30.936	1.900.000
B-5	Voirie de Coquilhatville	-	700.000	-	-	-	-	700.000
B-6.1	Routes commerciales en Tshuapa	-	3.200.000	1.000.000	92.904	586.568	413.432	2.200.000
6.2	Routes commerciales en Ubangi	300	3.700.000	1.000.000	335.857	631.184	368.816	2.700.000
B-6.3	Routes commerciales en Mongala	-	3.200.000	-	-	-	-	3.200.000
B-6.4	Routes commerciales en Equateur	250	2.700.000	1.000.000	-	-	1.000.000	1.700.000
C-23	Résorption du chômage (Agriculture)	-	3.000.000	-	-	-	-	3.000.000
C-28	Programme à présenter par province	900	17.000.000	2.000.000	745.107	745.107	1.254.893	15.000.000
		2014	65.861.572	26.514.143	2.518.527	20.888.972	5.625.171	39.347.429



Code	Description	Nombre e Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des Dépenses non engagées 1-2
	<u>BUKAVU</u>							
1.6	Routes économiques locales	-	8.819.000	8.819.000	-	3.983.793	4.835.207	-
	Travaux égouts drainage Kadutu	-	7.000.000	7.000.000	186.030	6.756.303	243.697	-
B-2	Entretien joints routes	-	28.000.000	-	-	-	-	5.800.000
B-2.2	Rte. Bukavu-Uvira-Fizi (Kivu Central)	-	-	5.532.126	-	5.510.826	21.300	-
B-2.3	Rte. Kindu-Kasongo (Maniema)	-	-	4.200.000	-	4.089.768	110.232	-
B-2.4	Rte. Lubero-Beni-Front (Nord Kivu)	-	-	8.000.000	1.275.294	6.317.229	1.682.771	-
B-2.5	Travaux cantonnage routes Maniema	275	-	2.000.000	287.055	685.269	1.314.731	-
B-2.6	Travaux cantonnage routes Kivu Central	199	-	2.467.874	195.142	700.342	1.767.532	-
C-12	Route Katobo et au-delà du barrage	-	3.000.000	3.000.000	1.111.965	1.411.965	1.588.035	-
C-21	Résorption chômage Bukavu	-	10.000.000	10.000.000	-	1.328.778	8.671.222	-
C-31	Programme présenté par la province	-	15.000.000	-	-	-	-	-
C-31.1	Brigades mécanisées des T.P. Province	587	-	4.000.000	261.721	1.827.472	2.172.528	10.300.000
C-31.2	Dispensaire Uvira	-	-	700.000	-	-	700.000	-
C-1.3	Hôpital Masisi	-	-	-	-	-	-	-
C-1.4	Hôpital Goma	-	-	-	-	-	-	-
		1061	71.819.000	55.719.000	3.317.207	32.611.745	23.107.255	16.100.000



Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées m liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
<u>STANLEYVILLE</u>								
A-11	Ent.rtes I.G.rég.Bunia,Mungbere	-	7.584.000	7.584.000	688.128	2.970.666	4.613.334	-
A-12.1	Ent.rtes Stan-bac Lindi+Stan- Buta (18 Kms)	-	1.000.000	1.000.000	3.660	994.907	5.093	-
12.2	Réparation murs de quai à Stan.	-	718.000	718.000	-	709.908	8.092	-
A-13	Accès au bac de la Lindi	-	1.000.000	1.000.000	-	812.058	187.942	-
B-1.1	Entretien route d'I.G.Haut Congo	17	4.050.000	4.050.000	120.205	3.002.979	1.047.021	-
B-1.2	Ent. routes I.G.: Uélé	1605	12.180.000	5.000.000	1.665.696	3.772.353	1.227.647	7.180.000
B-1.3	Ent. routes I.G.: Kibali-Ituri	200	2.370.000	2.150.000	222.507	1.087.180	1.062.820	220.000
B-2.1	Rép. ponts métalliques: Haut- Congo	-	829.650	829.650	-	827.372	2.278	-
B-2.2	Rép. ponts métalliques: Uélé	-	1.049.140	700.000	-	-	700.000	349.140
B-2.3	Rép. ponts métalliques:Kibali- Ituri	-	571.210	571.210	-	531.603	39.607	-
B-3	Ponts en bois et caniveaux d' Aketi	-	2.450.000	700.000	-	-	700.000	1.750.000
B-4	Entretien des bacs à moteurs	-	5.000.000	2.000.000	220.100	918.951	1.081.049	3.000.000
B-5.1	Entretien des bacs à pirogue: Haut Congo	-	500.000	500.000	-	273.081	226.919	-
B-5.2	Entretien des bacs à pirogue: Uélé	-	500.000	500.000	-	97.000	403.000	-
B-5.3	Entretien des bacs à pirogue: Kibali-Ituri	-	500.000	500.000	57.677	161.201	338.799	-
C-25.1	Potager et extension plant Hévéas à Stan.	121	1.000.000	1.000.000	221.276	657.770	342.230	-
C-25.2	Potager à Paulis	95	500.000	500.000	85.522	85.522	414.478	-



Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
	<u>STANLEYVILLE</u> (Suite)							
C-25.3	Reboisement aux environs de	291	1.500.000	1.500.000	413.202	1.072.860	427.140	-
C-30.1A	Ent. ponts en bois:Haut Congo	82	4.274.000	1.050.000	287.613	574.678	475.322	3.224.000
C-30.2A	Ent. de ponts en bois: Uélé	-	2.430.000	400.000	-	50.753	349.247	2.030.000
C-30.3A	Ent. ponts en bois:Kibali-Ituri	-	260.000	260.000	33.550	33.550	226.450	-
C-30.1B	Ent. routes,I.G: Haut-Congo	-	1.104.000	400.000	-	-	400.000	704.000
C-30.2B	Ent. routes I.G: Uélé	254	2.892.000	600.000	161.643	298.238	301.762	2.292.000
C-30.3B	Ent. routes I.G: Kibali-Ituri	199	12.040.000	1.500.000	213.335	928.833	571.167	540.000
C-30.1C	Ent. routes I.L: Haut-Congo	72	2.296.660	1.100.000	60.860	579.644	520.356	1.196.660
C-30.2C	Ent. routes I.L: Uélé	-	2.296.670	1.000.000	-	512.023	487.977	1.296.670
C-30.3C	Ent. routes I.L: Kibali-Ituri	440	2.296.670	1.300.000	376.367	1.080.842	219.658	996.670
C-30	Réparations au port de Stan.	-	110.000	-	-	-	-	110.000
		3376	63.302.000	38.412.860	4.831.341	22.033.472	16379.388	24.889.140



[illegible]



Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
	<u>LULUABOURG (Suite)</u>							
B-4.1	Plaine d'aviation de Lodja	11	4.000.000	4.000.000	7.860	44.520	3.955.480	-
B-4.2	Plaine d'aviation de Kabinda	86	6.000.000	6.000.000	-	504.577	5.495.423	-
B-5.1	Canaux maçonnés à Luluabourg	21	500.000	500.000	-	464.381	35.619	-
B-5.2	Canaux maçonnés à Luluabourg	50	7.000.000	7.000.000	914.258	3.227.473	3.772.527	-
B-7	Achat de pièces de rechange	-	1.000.000	1.000.000	-	9.000	991.000	-
B-22	Résorption du chômage(Agriculture)	-	2.000.000	-	-	-	-	800.000
B-22.1	Chômage agriculture à Luluabourg	20	-	400.000	29.070	60.170	339.830	-
C-22.2	Chômage agriculture à Bakwanga	36	-	400.000	222.614	222.614	177.386	-
C-22.3	Chômage agriculture à Tshikapa	-	-	400.000	-	-	400.000	-
C-29	3e Tranche crédits 1962	-	15.500.000	-	-	-	-	5.772.505
C-29.1	Achèvement de l'hôpital de Demba	-	-	1.500.000	82.067	191.909	1.308.091	-
C-29.2	Assainissement vallée de la Kelekele	-	-	500.000	-	580.356	19.644	-
C-29.3	Centre antituberculeux de Matamba	50	-	1.000.000	227.980	527.980	472.020	-
C-29.4	Station pompage Regideso Kabinda	11	-	427.495	-	-	427.495	-
C-29.8	Route Mazuika-Luiza-Kalwata	80	-	2.000.000	-	-	2.000.000	-
C-29.9	Route Mashala-rivière Lukibu	60	-	1.100.000	-	-	1.100.000	-
C-29.10	Adduction d'eau potable à Bakwanga	64	-	3.100.000	-	-	3.100.000	-
		1796	74.472.035	59.269.041	3.530.427	20.261.589	39.007.452	15.202.994



Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées sur liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
	<u>ALBERTVILLE</u>							
C-25	Résorption du chômage (Agriculture)	--	2.000.000	1.000.000	--	--	1.000.000	1.000.000
-32.1	Bétonnage Routes Aéroport et Port	56	7.119.645	7.119.645	--	--	7.119.645	--
C-32.2	Bâtiments Administratifs Kabinda	35	750.000	750.000	--	512.717	237.283	--
C-32.3	Plaine d'aviation Manono	--	1.500.000	--	--	--	--	1.500.000
C-32.4	Entretien Routes à l'Interieur	164	2.385.775	2.385.775	266.640	601.876	1.783.899	--
C-32.5	Travaux à l'Hôpital Roi Albert	17	300.000	300.000	--	134.280	165.720	--
C-32.6	Entretien Ponts et Bacs	20	3.444.580	3.444.580	1.282.398	1.609.166	1.835.414	--
***	Résorption du chômage à Kongolo	--	--	7.500.000	--	--	7.500.000	-7.500.000
		322	17.500.000	22.500.000	1.549.038	2.858.039	19.641.961	-5.000.000

\*\*\* Crédit ouvert en préfinancement d'operations qui  
doivent être inscrites en priorité sur le prochain programme



RECAPITULATION TITRE II	Nombre de Trav. du mois	Credits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
GOVERNEMENT CENTRAL	801	220.892.435	128.825.179	3.810.631	77.616.160	51.209.019	92.067.256
LEOPOLDVILLE	3478	173.133.578	149.023.317	7.773.362	89.978.793	59.044.524	24.110.261
COQUILHATVILLE	2014	65.861.572	26.514.143	2.518.527	20.888.972	5.625.171	39.347.429
BUKAVU	1061	71.819.000	55.719.000	3.317.207	32.611.745	23.107.255	16.100.000
LULUABOURG	1796	74.472.035	59.269.041	3.530.427	20.261.589	39.007.452	15.202.994
STANLEYVILLE	3376	63.302.000	38.412.860	4.831.341	22.033.472	16.379.388	24.889.140
ALBERTVILLE	322	17.500.000	22.500.000	1.549.038	2.858.039	19.641.961	- 5.000.000
ATIONS TERMINEES	-	184.866.908	184.577.390	-	184.577.390	-	289.518
EN RESERVE	-	517.069	-	-	-	-	517.069
	12848	872.364.597	664.840.930	27.330.533	450.826.160	214.014.770	207.523.667



STATEMENT OF OBLIGATIONS INCURRED AGAINST COUNTERPART FUNDS TITLE I  
FOR PUBLIC WORKS PROJECTS AS AT 31 JULY 1963

Code	Description	Nombre de Trav. du mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées 5	Balance des Dépenses non engagées 1-2
	<u>GOUVERNEMENT CENTRAL</u>							
D-01.2(a)	Route Kinzau-Vuete-Km.22 Boma	300	50.000.000	50.000.000	13.877.797	49.999.862	138	-
D-01.2(b)	Route Kinzau-Vuete-Km.22 Boma	-	30.000.000	30.000.000	-	-	30.000.000	-
D-01.22	Route Malanga-Luozi	350	60.000.000	60.000.000	6.852.931	6.852.931	53.147.069	-
-02.1	Bouées AGA et SVN	-	16.532.000	16.532.000	12.872.000	16.532.000	-	-
-02.2	Ref. Bac Matadi	-	4.250.000	4.250.000	153.312	153.312	4.096.688	-
D-02.3	Port Bumba	-	6.000.000	6.000.000	1.590	390.601	5.609.399	-
D-02.6	Rechanges pour balisseurs	-	3.180.000	3.180.000	-	-	3.180.000	-
D-04.21	Etudes drainage Léopoldville	-	10.000.000	10.000.000	-	1.000.000	9.000.000	-
D-04.32	Remise en état route Bandalun	50	3.200.000	3.200.000	2.389.782	2.389.782	810.218	-
D-05.1	Sauvegarde Central Hydroelec <sup>tr.</sup> KIYMBI	-	20.000.000	20.000.000	1.739.496	1.739.496	18.260.504	-
D-06.1	Aérodrome Goma.	-	21.500.000	21.500.000	-	-	21.500.000	-
D-08.1	Station synoptiques de Base	-	4.279.045	-	-	-	-	4.279.045
D-09.1	Institut Enseignement Medical Léo	-	27.880.000	27.880.000	-	-	27.880.000	-
D-10.2(a)	Institut Pédagogique National	-	2.996.000	2.996.000	-	-	2.996.000	-
D-10.2(b)	Institut Pédagogique National	-	2.709.000	2.709.000	-	-	2.709.000	-
D-11.31(a)	Mise en état routes SYMETAIN	100	2.740.000	2.740.000	-	-	2.740.000	-
D-11.31(b)	Mise en état routes COBELMIN	100	3.000.000	3.000.000	-	-	3.000.000	-
-11.31(c)	Mise en état routes GRANDLACS	100	2.400.000	2.400.000	-	-	2.400.000	-
D-11.31(d)	Mise en état routes KIVUMINES	75	2.100.000	2.100.000	-	-	2.100.000	-
D-11.31(e)	Mise en état routes KIVUMINES	100	2.500.000	2.500.000	-	-	2.500.000	-
E-01.27	Reparations route Bukavu-Kalundu	-	50.000.000	8.000.000	-	-	8.000.000	42.000.000
E-10.7	Institut Pédagogique National	-	22.300.000	22.300.000	-	-	22.300.000	-
E-02.7	Nouveau Port Coq/Bolenge	-	60.000.000	-	-	-	-	60.000.000
E-02.8	Dragage Lukuga - Albertville	-	20.000.000	20.000.000	-	-	20.000.000	-
		1175	427.566.045	321.287.000	37.886.908	79.057.984	242.229.016	106.279.045



Code	Description	Nombre de Trav. à mois	Crédits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
<u>ELISABETHVILLE TITRE I</u>								
D-01.14	Etude Route Eville-Kasenga	15	1.500.000	1.500.000	181.440	556.440	943.560	-
D-01.25	Reconstruction 15 Ponts	240	55.000.000	55.000.000	5.099.868	5.257.601	49.742.399	-
04.41	Etude Voiries et Egouts, Eville	10	6.804.000	6.804.000	-	904.034	5.899.966	-
D-04.43	Station d'épuration des eaux Eville	20	10.300.000	10.300.000	-	-	10.300.000	-
D-04.51	Etude Voirie et Egouts, Jadotville	-	6.500.000	6.500.000	-	777.799	5.722.201	-
		285	80.104.000	80.104.000	5.281.308	7.495.874	72.608.126	-
<u>ALBERTVILLE</u>								
11.11	Pont Provisoire Lenge	30	3.000.000	3.000.000	1.500.000	3.000.000	-	-



RECAPITULATION TITRE I	Nombre de Trav. du mois	Credits ouverts 1	Total Dépenses engagées 2	Dépenses li- quidées dans mois présent 3	Total Dépenses liquidées 4	Solde Dépenses engagées non liquidées	Balance des dépenses non engagées 1-2
GOUVERNEMENT CENTRAL	1175	427.566.045	321.287.000	37.886.908	79.057.984	242,229.016	106.279.045 <sub>s</sub>
BERTVILLE	30	3.000.000	3.000.000	1.500.000	3.000.000	-	-
ELISABETHVILLE	285	80.104.000	80.104.000	5.281.308	7.495.874	72.608.126	-
	1490	510.670.045	404.391.000	44.668.216	89.553.858	314.837.142	106.279.045
<u>RECAPITULATION GENERALE</u>							
TITRE II	12848	872.364.597	664.840.930	27.330.533	450.826.160	214.014.770	207.523.667
TITRE I	1490	510.670.045	404.391.000	44.668.216	89.553.858	314.837.142	106.279.045
Totaux au 31 Juillet 1963	14338	1.383.034.642	1069.231.930	71.998.749	540.380.018	528.851.912	313.802.712



85-01

31 July

3.

THROUGH: Mr. Trisciuzzi

Headquarters, New York (Personnel - Civilian Operations)

Public Works (your 67/13)

.....

We enclose copy of self-explanatory memo dated 17 June 1963 concerning the candidature of Messrs. Germain Rey and John Diackie. Under the circumstances, we would appreciate your proceeding with the recruitment of the latter candidate bearing in mind that 6 marine mechanics are to be recruited out of the 50 mechanics foreseen against post TP-18. In this connection, also attached please find newly established job description for post TP-18 bis, "Maître Mécanicien de Marine".

.....

cc: Mr. James R. Brooks ✓  
Mr. M.E. Larcher ✓

INFO. COPY

222

Action Taken.....

File No.:





Ref: Civops 957/63

31 July 1963

To: Mr. C. Gaviola, Civilian Affairs  
Officer, Bukavu

From: James R. Brooks, Deputy Chief  
Civilian Operations

Subject: Road between Bukavu and Goma

Reference is made to memorandum no. Civops 566/63 dated 23 June 1963 from Mr. S.H. Ahmed on the above subject.

.... I enclose for you a copy of a memorandum prepared by Mr. Larcher, Chief of the Public Works Section, indicating the availability of transport on Lake Kivu.



## ROUTING SLIP

TO

Mr. Brooks

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

For your attention and reply,  
please.

DATE

6.7.63

FROM

S. Habib Ahmed  
Chef des  
Opérations civiles



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

85-01

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

PW/2706/204-9

Le 2 Juillet 1963.

A: Monsieur S. Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles

DE: M.E. Larcher, Chef de la Section des Travaux Publics *Amédée Larcher*

OBJET: Problème de transport BUKAVU-GOMA

REF.: Mémo PW/2666/204-9 du 22 Juin 1963.

Comme suite au mémo rappelé ci-dessus, j'ai pu obtenir certains renseignements concernant les capacités actuelles de transport lacustres de l'Otraco sur le lac Kivu. Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous l'inventaire des moyens existants (OTRACO) :

- 2 remorqueurs en état de marche;
- 1 remorqueur en panne;
- 3 petits remorqueurs destinés à la traction des chalans de sable et de briques en provenance de l'île;
- 1 bateau Omnibus;
- 3 unités passagers;
- 2 canots à moteur;
- 18 barges d'une capacité globale de 1.420 tonnes.

La capacité de transport lacustre entre Bukavu et Goma est de l'ordre de 100.000 tonnes par an. Toutefois, la capacité actuelle de manutention du port de Bukavu ne dépasserait pas 100 tonnes par journée de 8 heures.

J'estime que ces moyens sont amplement surabondants pour faire face aux besoins réels du trafic commercial entre Bukavu et Goma en attendant la réouverture de la route dont l'intérêt principal restera d'ailleurs essentiellement touristique.

JUL 04 1963

ACTION

TO:	<i>Bibbels</i>
1	<i>Mr. Ahmed</i>
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required

222

217



85-01

UNATIONS  
NEW YORK

ONUC \_\_\_\_\_ FIELDSEV FROM TWIGT. PUBLIC WORKS. PLEASE ADVISE URGENTLY  
ETA YONG FOU DU - JEAN-CLAUDE SALLIER AND JOVAN SIMIC.



cc: Mr. James R. Brooks ✓

Mr. M.E. Lercher

INFO. COPY

Action To .....

File No.

AB/jp

A. Succianti  
G. Fulcheri  
B. Twigt  
30 July 1963.



85-01

CIVOPS/674/63

29 July 1963.

TO: Mr. M.E. Larcher, Chief of Public Works  
FROM: James R. Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations  
SUBJECT: Mr. Nicolas Haddad

With reference to the candidature of above named which was approved by the Government for post TP-16, Hydraulic Engineer, we have now received the following cable from Hq.WV:

"NICOLAS HADDAD WAS OFFERED APPOINTMENT HYDRAULIC ENGINEER AT LEVEL FOUR STEP ONE, AGAINST POST TP-16, ON 16 JULY 1963. OFFER LATER AMENDED TO LEVEL FOUR STEP FIVE. SINCE THESE TERMS STILL UNACCEPTABLE TO HADDAD, OFFER HAS BEEN WITHDRAWN"

cc: Mr. G. Fulcheri  
Mr. Trisciuzzi



File  
S.S.

AB/jp

85-01

CIVOPS/874/63

29 July 1963.

TO: Mr. M.E. Lercher, Chief of Public Works  
FROM: James R. Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations  
SUBJECT: Mr. Nicolas Haddad

With reference to the candidature of above named which was approved by the Government for post TP-16, Hydraulic Engineer, we have now received the following cable from Hq.NV:

"NICOLAS HADDAD WAS OFFERED APPOINTMENT HYDRAULIC ENGINEER AT LEVEL FOUR STEP ONE, AGAINST POST TP-16, ON 16 JULY 1963. OFFER LATER AMENDED TO LEVEL FOUR STEP FIVE. SINCE THESE TERMS STILL UNACCEPTABLE TO HADDAD, OFFER HAS BEEN WITHDRAWN"

cc: Mr. G. Fulcheri  
Mr. Trisciuzzi

242

---



26 July 1963

TO: Mr. Manuel Landin, Public Works Expert  
FROM: Gualtiero Fulcheri, Deputy Chief of Civilian Personnel  
SUBJECT: Bank loan

.....  
Reference your letter of 25 July 1963, requesting a loan of \$1200. I am pleased to inform you that we have just received the attached cable from Headquarters, advising us that a \$300 advance has been cabled to your wife on 11 July. Please note that this is the maximum advance that can be granted, and is only made once, to newly recruited experts. Headquarters will then effect regular salary payments to your bank account.



85-01

EGB/NG

Kabin da, le 25 juillet 1963.-

REPUBLIQUE DU CONGO  
PROVINCE DU LOMAMI  
CABINET DU PRESIDENT  
KABINDA.-

N° 010/CAB/PG/418/63.-

PLAN ET COORDINATION.-

OBJET:

SITUATION CREDITS C. N. U. C.

✓ P.I. A Monsieur le Chef des Opérations  
CIVILES DE L'O. N. U. C.  
BUILDING " LE ROYAL"

A LEOPOLDVILLE/KALITA

AUG 14 1963

ACTION

TO:	Bivoks 222
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	

A Monsieur le Ministre du PLAN ET DU  
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
DU GOUVERNEMENT CENTRAL  
A LEOPOLDVILLE/KALITA.-

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de  
votre lettre n° 011/825/PLAN du 28 juin 1963 portant l'objet repris en  
marge.

Je dois de vous informer que les Auto-  
rités ONUC Luluabourg viennent d'autoriser de jeter un pont provisoire  
sur la LuFubu, entre Sontoxy et Samba. Le crédit ouvert à cette fin  
est de l'ordre de 2.500.000 F. Les travaux se font par entreprise et  
on a débuté le 17 juillet 1963. Une tranche de 500.000 F. est déjà  
versée à Monsieur DEILA RIVA, Entrepreneur chargé de ces travaux.

Parmi les circonstances qui empêchent  
les Autorités ONUC Luluabourg de visiter régulièrement les travaux, il  
faut insister surtout sur les moyens de transport. A ce sujet, la Pro-  
vince qui est presque entièrement dépourvue de véhicules Etat n'en peut  
absolument rien.

Il est pour nous souhaitable que l'ONUC  
dote ses Agents de moyens de mobilité nécessaires à l'accomplissement de  
leurs fonctions. C'est pour épargner les déplacements onéreux aux Agents  
de l'ONUC qu'il conviendrait que des crédits soient directement mis à  
notre disposition pour l'accélération de différents travaux d'ordre  
économique.-

POUR LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT  
PROVINCIAL DU LOMAMI ( en route )

LE VICE-PRESIDENT DU GOUVERNEMENT,

Le Ministre Provincial de l'Industrie,  
- M. F. D. B. EPEMBA -

-: M. R. A. V. LUMATISHA :-

*[Signature]*



File  
19

85-01

CivOps. 876/63

24 July 1963

To : Mr. M.E. Larcher, Chief of Public Works  
From : James R. Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations  
Subject : Messrs. Jean Hebert and Mario Sanges  
Candidates for Public Works

With reference to the interview reports you prepared for above-mentioned candidates, Hq. NY. advises as follows:

- " a) We have noted your comments on Mr. Mario Sanges and shall not pursue his candidature further. Please advise him accordingly.
- b) With reference to Mr. Jean Hebert we regret that in view of the fact that the candidate has been working in the Congo for the last 15 years we see no justification for giving him an international appointment including international benefits.

Please thank Mr. Larcher for his interview reports on these candidates."

In view of the strong statement from New York regarding the candidature of Mr. Jean Hebert can we in good conscience permit Unesco to give this man an international appointment, including international benefits?

c.c. Mr. Terenzio  
Mr. Fulcheri  
Mr. Trisciuzzi ✓

INFO. COPY 242

Action To.....

File No.



85-01

Johnson

CIVOPS/875/63

24 July, 1963.

TO: Mr. M.E. Lercher, Chief of Public Works  
FROM: James R. Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations  
SUBJECT: Mr. Jean Joseph Faure - Candidate for Public Works

\*\*\*\*\*

Hq. NY. have transmitted to us the enclosed curriculum vitae and personal history form of Mr. Jean Joseph Faure (France) who has applied for a post with the United Nations. Mr. Faure has specialized in electrical works but seems to have some experience of diesel motors.

If you would be interested in considering him for the post of "conducteur mécanicien" (TP-15) or any other post in Public Works, Hq. NY. will arrange to have him interviewed.

Your early views would be most appreciated.

cc: Mr. G. Fulcheri  
Mr. Trisciuzzi



REPUBLIQUE DU CONGO

Cabinet du Premier Ministre

Bureau de la Coordination  
Economique

85-01

T 100 (64-65)

PRESENTATION ET BUDGET DES PROJETS 1964/65

Projet No. 85-01

Titre du projet: Travaux Publics - Services consultatifs  
et opérationnels

I. Description du projet

(a) Le réseau des ouvrages publics du Congo sur lequel s'étend la compétence du Département des Travaux Publics comporte :

- 160.000 kms de routes et pistes de toutes catégories, dont environ 1.600 kms de chaussée revêtue soit 1 %.
- 13.000 kms de voies navigables, plus l'équipement d'infrastructure portuaire et de balisage, et les unités flottantes d'entretien correspondantes.
- d'importants réseaux de voirie urbaine, avec les installations de production et de distribution d'eau potable et d'énergie électrique des services publics assurés par les organes parastataux REGIDESO, FORCES et COLECTRIC.
- De nombreux et importants lots de bâtiments civils, groupes scolaires, complexes hospitaliers, cités de logements africaines, etc.

L'ampleur des problèmes d'urbanisme est accentuée par l'accroissement considérable des populations depuis les événements, comme le montrent les chiffres suivants :



<u>Villes</u>	<u>Population</u>	
	<u>recensée en 1957</u>	<u>estimée en 1963</u>
Léopoldville	290.000	1.300.000
Elisabethville	156.000	225.000
Stanleyville	66.240	100.000
Luluabourg	57.550	100.000
Coquilhatville	32.610	80.000
Bukavu	31.050	60.000

Les interventions du Département des Travaux Publics sont encore sollicitées fréquemment en matière d'infrastructure aéronautique et d'infrastructure de chemin de fer, bien que ces ouvrages relèvent administrativement du Département des Transports et Communications.

(b) De nombreux ouvrages ont souffert des événements qui ont suivi l'indépendance, soit par défaut d'entretien (ensablement des voies d'eau, détérioration de l'état des routes, etc.), soit par destructions volontaires (ponts et installations électriques du Katanga), soit encore à la suite des pluies particulièrement abondantes au cours des saisons 1962 et 1963 (hautes eaux exceptionnelles des lacs Tanganyika, Moero, Albert, Edouard et de toutes les rivières du bassin du Congo, d'où inondations qui causent de graves préjudices à la vie économique du pays).

(c) Face à ces immenses problèmes, le Département des Travaux Publics ne possède encore que des moyens d'action réduits.

Avant l'indépendance, la Direction générale des Travaux Publics disposait de 1.044 postes budgétaires sur lesquels environ 800 étaient occupés effectivement par des ingénieurs



et techniciens belges hautement qualifiés. Les événements de 1960 ont désorganisé l'administration congolaise, et la plupart des fonctionnaires belges sont partis définitivement. Il ne reste plus aujourd'hui qu'un petit nombre de conseillers techniques, tout à fait insuffisant pour faire face à des besoins accrus. Les fonctionnaires congolais, malgré leur bonne volonté, sont en général peu préparés à l'exercice des responsabilités qui leur incombent dorénavant.

(d) Sur la demande du Gouvernement congolais, l'ONUC avait d'abord reçu pour mission, en septembre 1960, de mettre en place une petite équipe d'experts qualifiés pouvant aider les nouveaux chefs de service dans leurs responsabilités. La compétence et l'affectation de ces experts ont fait, bien entendu, chaque fois l'objet d'un accord entre l'ONUC et le Gouvernement congolais préalablement à tout recrutement. Le projet d'assistance technique au Ministère des Travaux Publics est actuellement codé sous 85-01, et comprenait jusqu'en 1962, 16 postes, passés à 21 au début de 1963, auxquels on peut ajouter les 4 postes non encore pourvus du projet 10-10 "Voies Navigables".

Ces projets, particulièrement modestes, tenaient compte des diverses suggestions de l'époque à laquelle ils ont été bâtis, et notamment du fait que les services des Travaux Publics du Congo ne se trouvaient encore prêts ni administrativement, ni techniquement, à tirer pleinement parti d'une assistance plus forte.

(e) A l'origine, les programmes des Travaux Publics ONUC ont eu essentiellement pour objet la résorption du chômage qui



s'était étendu dans les centres urbains surpeuplés d'indigènes que les conditions d'insécurité avaient chassés de leurs villages.

Depuis le mois d'août 1962, à la faveur d'un retour progressif à la sécurité, les programmes des travaux ONUC financés sur Fonds de contrepartie devaient cependant permettre le lancement de plusieurs opérations nouvelles plus importantes : études et construction de tronçons de routes neuves (Popokabaka, Matadi-Boma), construction de nombreux bâtiments scolaires (ENDA, INBTP, Ecoles secondaires, etc.), aménagement d'installations portuaires (Matadi, Boma, Bumba, Albertville). En outre, un appel massif au travail manuel d'entretien des routes en terre a permis d'améliorer l'état de 5.000 kms d'entre elles depuis le 1er octobre 1962.

Au début de l'année 1963, un nouveau programme portant sur 1 Milliard de Francs congolais, était élaboré. Ce document fut approuvé par le Comité Consultatif des Fonds de contrepartie, le 25 mars 1963.

Une fraction de ce dernier programme, portant sur près de 250 Millions de Francs congolais, a pu être mise en exécution dès avant le 1er juillet 1963.

Tel est le cas notamment pour la reconstruction de quinze ouvrages d'art démolis au Katanga pendant les événements de décembre 1962/janvier 1963, des travaux de protection de la Centrale hydro-électrique de Bendera, près d'Albertville, de l'ouverture de nouveaux chantiers de constructions scolaires urgentes, de l'extension de l'aérodrome de Goma, etc.



D'autres projets importants ont pu également être mis à l'étude en vue de leur réalisation immédiate, notamment les travaux de dragage de la rivière Lukuga destinés à abaisser le niveau des eaux du Lac Tanganyika, la construction du nouveau port de Coq-Bolenge, la réouverture au trafic (7 juillet) et la réparation des graves dommages causes en avril 1963 à la route Bukavu - Usumbura par des crues d'une violence exceptionnelle.

Sur le plan du chômage, les chantiers des Travaux Publics ONUC ont vu les effectifs atteindre 2.500 travailleurs en janvier 1962. En janvier 1963, le nombre des travailleurs passait à 9.100 et, en juin 1963, approchait 11.000. Ces chiffres illustrent bien l'intérêt social du développement des projets de Travaux Publics dont, par ailleurs, les effets bénéfiques sur l'économie du pays sont nombreux.

(f) Le fait que les résultats résumés ci-dessus aient pu être obtenus au moyen d'une équipe comprenant une vingtaine d'experts ONUC travaillant en collaboration avec les fonctionnaires de l'administration congolaise, ne saurait masquer toutefois le caractère alarmant de l'insuffisance numérique des cadres administratifs hautement qualifiés, non plus que la nécessité de rechercher, par tous les moyens, à accroître davantage le volume des travaux d'intérêt public.

(g) C'est pourquoi le Ministre des Travaux Publics présentait au Chef des Opérations Civiles, dès le 15 juin 1962, une demande portant sur l'envoi au Congo de 180 experts des Travaux Publics. Cette demande a fait l'objet, pendant plusieurs



mois, d'une instruction approfondie ainsi que de nombreux échanges de vues entre le Gouvernement Central (Travaux Publics, Fonction Publique), le Chef des Opérations Civiles et la Section ONUC des Travaux Publics.

Compte tenu des experts subsistant au titre Assistance bilatérale, et de l'ampleur accrue des travaux à entreprendre, le Ministre des Travaux Publics, dans son Mémoire du 11 janvier 1963, fixait à 171 unités le nombre d'experts dont il demandait le recrutement, outre les 21 experts du projet 85-01, plus 4 experts du projet 10-10.

Un organigramme détaillé a ensuite été bâti pour la mise en place de chacun de ces experts, avec l'accord du Ministre des Travaux Publics, et le projet 85-01 élargi, portant sur 196 unités, a finalement été agréé par le Premier Ministre par lettre 828 du 5 avril 1963 adressée au Chef des Opérations civiles, puis par le Siège des Nations Unies dans le cadre du réajustement du Programme 1963.

## II. Objectifs

(a) Remise en état des voies navigables, voies ferrées et feeders routiers reliant directement les régions productrices aux voies d'eau et aux voies ferrées.

L'existence d'un réseau de bonnes voies de communications terrestres constitue le préalable impératif à la remise en ordre des structures administratives et économiques du pays. La relance de l'activité agricole et le développement du potentiel des immenses richesses naturelles du pays ne sont possibles que dans la mesure où les voies d'accès et de



débouchés sont praticables sans difficulté.

(b) Lutte contre le chômage et détente de l'atmosphère sociale, en procurant à des milliers de travailleurs des emplois stables et convenablement rémunérés.

(c) Formation, à la faveur d'expériences concrètes, des jeunes cadres congolais de l'administration des Travaux Publics, au plein exercice de leurs responsabilités nouvelles.

(d) Accroissement du rythme de construction des Ecoles secondaires et techniques, aussi bien à Léopoldville qu'en province, en vue de réaliser les locaux favorables à la formation intellectuelle, professionnelle ou technique des futures élites du pays.

Des résultats intéressants ont déjà été obtenus dans ce domaine, grâce aux prestations de l'architecte UNESCO mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, depuis septembre 1962.

(e) Développement de l'équipement énergétique du pays, en vue de favoriser l'installation de complexes industriels gros consommateurs d'énergie à bon marché, susceptibles de fixer une main d'oeuvre abondante et soucieuse de montrer son aptitude au travail.

(f) Achèvement d'un certain nombre de formations hospitalières dont la construction ou la mise en service a été stoppée après l'indépendance.

(g) Construction de logements économiques nécessaires pour faire face à l'accroissement accéléré des populations urbaines.

(h) Création ou études d'aménagement urbain des chefs-lieux administratifs des nouvelles provinces.



### III. Nécessité de maintenir les services fournis

Le Gouvernement congolais, après avoir demandé que le programme élargi d'assistance technique des Travaux Publics porte sur la fourniture en 1963, de 196 experts, estime nécessaire que ce chiffre soit intégralement maintenu pour 1964, compte tenu des délais de recrutement et de mise en place de chacun de ces experts, ainsi que du temps nécessaire pour la formation des collaborateurs congolais susceptibles de leur être substitués.

Parmi les 196 unités que requiert le Gouvernement central, il est prévu que 16 constitueront l'équipe de conseillers ONUC proprement dits, 40 seront affectés aux différents Services du Gouvernement central, et 140 seront répartis à l'intérieur des provinces. Un bref tour d'horizon de l'état de l'infrastructure des réseaux de voies de communication et de l'entretien de la plupart des ouvrages d'intérêt public existant au Congo, suffit pour être saisi de l'importance des problèmes posés par la remise en ordre des structures des services techniques de l'administration des Travaux Publics. Il confirme également le caractère modeste des données numériques précédentes comparées aux effectifs d'avant l'indépendance.

#### 1. Section des Travaux Publics ONUC.

Celle-ci devra être maintenue avec un effectif minimum qui comprendra, en principe, 16 experts dont le rôle sera le suivant :

(a) Conseiller technique pour l'ensemble des projets de Travaux Publics qui lui seront présentés, organisation et coordination du recrutement des experts destinés à être intégrés à l'administration congolaise. Il est prévu, outre le Chef de



Section, un expert spécialisé dans chacune des disciplines techniques des Travaux Publics, et un expert intitulé Ingénieur en Charge pour chacune des six anciennes provinces du Congo.

(b) Interventions opérationnelles, auxquelles il sera fait appel lorsqu'un besoin urgent ou exceptionnel apparaîtra à un stade quelconque de l'organisation générale des Travaux Publics, afin de se substituer ou de renforcer l'organe défaillant. Il convient de préciser que l'organigramme général du personnel des Travaux Publics a été bâti en fonction d'un nombre d'experts minimum en-dessous duquel il ne serait pas possible de généraliser une action de service public en province.

(c) Organe de liaison, de contrôle et d'études, entre le Ministre des Travaux Publics du Gouvernement central et les cellules techniques provinciales chargées de l'instruction des affaires au premier et au second degré, Subdivisions et Arrondissements.

(d) Relais administratif par lequel transiteront les experts recrutés au titre de l'ONUC en vue d'être mis à la disposition du Ministère des Travaux Publics.

(e) Contrôle technique et financier des opérations d'investissement de Travaux publics financés par le canal de l'ONUC.

2. Services opérationnels - Gouvernement central, Ministère des Travaux Publics.

(a) Secrétariat général et Directions.

L'ossature administrative actuelle est maintenue, mais le nombre total des experts passera de 33 à 70, étant entendu que les 30 experts belges actuellement présents au titre d'une



Assistance bilatérale, sont supposés être maintenus à leurs postes. A noter que plusieurs agents des services centraux, notamment pour la Direction des Voies navigables ou celle de la Mécanisation, seront appelés à servir en province.

Ces 70 experts, soigneusement sélectionnés sur le plan des qualifications professionnelles, seront nécessaires et suffisants pour faire face aux besoins divers susceptibles d'apparaître à l'échelon central dans le Secteur des Travaux Publics, même dans l'hypothèse d'un budget d'entretien ou d'investissement d'un volume plus élevé que celui actuellement arrêté pour 1963. L'or-

.... ganigramme joint en annexe montre l'affectation projetée pour chacun des 70 experts et révèle que l'intégration de ces experts au sein de chacune des six Directions du Département des Travaux Publics du Gouvernement central est supposée bien acquise.

Les fruits des expériences faites à cet égard depuis le mois de septembre 1962 autorisent à affirmer que cette formule, longtemps souhaitée, est entrée dans la phase des réalisations. Il faut souligner à cette occasion l'esprit de franche coopération qui anime les relations entre les hauts fonctionnaires de l'administration congolaise des Travaux Publics et les experts chargés de Services opérationnels conjointement à leurs attributions de conseillers.

Dans un souci de meilleure efficacité d'action, et dans le but d'alléger les lourdes tâches qui incombent aux fonctionnaires de l'administration congolaise, le Gouvernement prévoit dorénavant que les experts seront systématiquement chargés de responsabilités d'exécution directes et clairement définies.



(b) Provinces.

(i) Le nombre élevé des nouvelles provinces, la diversité des problèmes des Travaux Publics, ainsi que les aléas du bon fonctionnement des structures administratives congolaises, rendraient prématuré l'établissement d'une liaison directe systématique entre chacune des provinces et le Secrétariat général des Travaux Publics du Gouvernement central.

Au surplus, la préoccupation de fournir aux experts les conditions de travail optimum, associée à la nécessité du contrôle de la qualité des services que le Gouvernement attend d'eux, conduit à différer leur intégration pure et simple au sein des structures administratives locales.

(ii) A partir des données limitatives fondamentales précédentes, le Gouvernement central prévoit pour chaque province la constitution d'une cellule technique dotée d'une certaine autonomie administrative locale, et appelée "Subdivision des Travaux Publics". Celle-ci sera momentanément appuyée sur l'administration civile de l'ONUC. D'une part, la Subdivision sera directement responsable de l'exécution des tâches dictées par le Gouvernement central et, d'autre part, elle agira en qualité de conseiller technique de Travaux publics au premier degré, auprès du Gouvernement de la province intéressée. Ces cellules techniques provinciales, ou Subdivisions, seront composées du personnel suivant :

- 1 Ingénieur Technicien, Chef de Subdivision
- 1 ou 2 Techniciens civils
- 2 Mécaniciens motoristes.



(iii) Les Subdivisions seront groupées par anciennes provinces et relèveront du Gouvernement central par l'intermédiaire d'une cellule plus importante, appelée Arrondissement. Celui-ci sera installé en principe au Chef-lieu des anciennes provinces.

Les cellules d'Arrondissement, également appuyées sur l'administration civile ONUC, seront rattachées au Gouvernement central d'une part, et au Gouvernement provincial, d'autre part, soit directement, soit par l'intermédiaire du Commissaire extraordinaire. En outre, les arrondissements resteront en permanence reliés aux Opérations civiles de l'ONUC par le réseau interne des communications ONUC.

Les Arrondissements, au nombre de six, comprendront chacun :

- 1 Ingénieur civil, Chef d'Arrondissement
- 1 Ingénieur technicien adjoint
- 1 ou 2 Techniciens
- 1 Ingénieur Chef de garage Mécanisation
- 3 Mécaniciens.

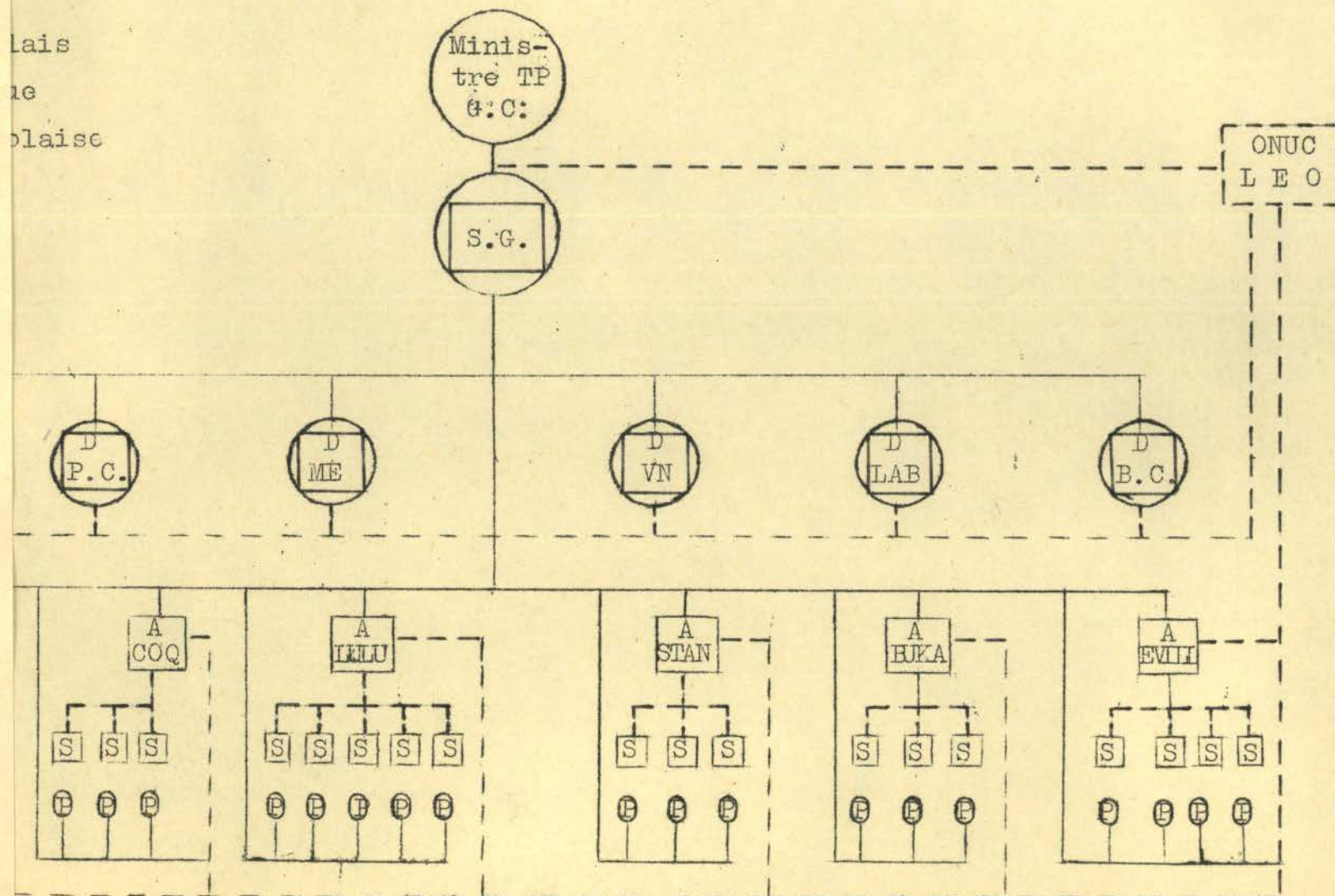
Les Arrondissements exerceront une triple fonction :

- agents d'exécution responsables des opérations réalisées pour le compte du Gouvernement central;
- conseillers techniques de Travaux Publics des provinces au second degré;
- Commandement et contrôle des Subdivisions.

L'organigramme joint en annexe illustre l'organisation de principe qui vient d'être définie. Celle-ci est immédiatement applicable parce qu'appuyée simultanément sur la structure



# ORGANIGRAMME FONCTIONNEL PROVISOIRE





administrative congolaise et sur l'organisation des services civils de l'ONUC. Elle laisse le champ libre à une intégration progressive plus poussée des cellules au niveau des provinces, en fonction des contingences ou des facilités locales.

Les précédentes propositions tiennent compte des quelque 40 experts T.P. belges subsistant à l'intérieur des provinces au titre "Assistance bilatérale". Le Gouvernement central considère indispensable le maintien de l'assistance de ces experts et souhaite les associer à l'organisation générale définie ci-dessus. Le surnombre n'est pas à craindre du fait de l'immensité des besoins auxquels le présent programme ne vise à satisfaire que partiellement.

### 3. Formation.

#### (a) Projet 39-85-02, Institut National du Bâtiment et des Travaux Publics

(i) La Section des Travaux Publics a pris l'initiative, en 1961, de la création de l'Institut National du Bâtiment et des Travaux Publics, sous le titre du projet 39-85-02.

L'objectif de ce projet est de constituer au Congo un corps de techniciens spécialisés dans les Travaux Publics, du niveau de contrôleur et contremaître qualifiés et, si possible, d'ingénieur adjoint.

(ii) Il appartiendra à d'autres écoles ou instituts de former de véritables ingénieurs, de haut standing technique. Dans l'état actuel des choses, cette formation imposerait une sélection draconienne et un entraînement professionnel portant sur plusieurs années. Le Collège technique vise à satisfaire



41-

à brève échéance des besoins plus modestes mais également urgents.

Ce Collège technique, qui a reçu la dénomination d'"Institut National du Bâtiment et des Travaux Publics", a pu être pris en charge par le Fonds spécial et transféré sous compétence UNESCO à la fin de l'année 1962.

Etant donné que la durée des études comprend quatre années, ce n'est qu'en 1965 que l'on assistera à la sortie de la première promotion de techniciens. Toutefois, ceux-ci ne deviendront véritablement productifs pour l'administration des Travaux Publics du Congo qu'après plusieurs années d'expérience professionnelle.

L'Université de Lovanium a créé un cycle de formation d'Ingénieurs civils de plus haut standing, mais ne fournit actuellement qu'un petit nombre d'unités chaque année. Au surplus, là encore, ces éléments ne deviendront utiles au pays qu'après plusieurs années d'expérience dans le champ des Travaux Publics.

(b) Formation professionnelle des fonctionnaires congolais

(i) La mise en oeuvre d'un plus grand nombre d'opérations de Travaux Publics, dont la réalisation sera conduite sous l'autorité technique des experts placés en parallèle avec les fonctionnaires de l'administration congolaise, constituera pour ceux-ci une bonne école de formation pratique accélérée.

Chacun des experts sera appelé à coopérer avec son homologue congolais en vue de préparer celui-ci à prendre ultérieurement la relève.



(ii) Des stages portant sur des sujets particuliers seront organisés en vue de diffuser et d'uniformiser les méthodes de travail. Des visites de chantiers et des stages de laboratoires pourront également contribuer à la formation pratique des élèves des écoles techniques.

(iii) Etant donné le degré de technicité requis pour l'exécution des opérations modernes de Travaux Publics, il est à prévoir que la période de "training" opérationnel devra s'étaler sur 5 années au minimum pour les postes autres que ceux de techniciens et de mécaniciens.

Dans le cas de ces derniers, il est prévu que, dès 1965, 35 d'entre eux pourront être remplacés par des mécaniciens et techniciens congolais qui auront été entraînés au cours de l'année précédente dans les cellules provinciales, Subdivisions et Arrondissements. La même réduction s'appliquera l'année suivante. C'est ainsi que de 196 pour l'année 1964, le nombre d'experts sera réduit à 161 en 1965 et à 126 en 1966.

La relève des autres experts se poursuivra progressivement au cours des années suivantes.

#### IV. Relations du Programme des Travaux Publics avec les autres projets des Nations Unies au Congo

Le Programme des Travaux Publics, visant à la remise en ordre de l'infrastructure du réseau des communications fluviales et terrestres, se trouve en liaison directe avec l'ensemble des activités économiques du pays et intéresse directement ou indirectement la plupart des autres projets des Nations Unies au Congo. Il est notamment lié au projet FAO par l'amélioration



de l'état des voies de transport de la production agricole, aux projets sociaux par la création d'un nombre élevé d'emplois décents qui assuraient déjà la subsistance de près de 11.000 familles en juin 1963.

Par l'essor donné aux nouvelles constructions scolaires, il exerce encore une incidence importante sur le développement du programme des services de l'Education nationale.

Il intéresse également la sécurité politique et la bonne administration civile des provinces qui impliquent l'une et l'autre un système de voies de communications en bon état.

Il sortirait du cadre du présent exposé d'indiquer la liste complète des opérations influencées par le Programme des Travaux Publics, car celles-ci sont trop nombreuses.

#### V. Durée du Programme - Conclusion

Celle-ci est impossible à déterminer. Précisons cependant que l'élaboration du présent projet se place résolument dans la perspective d'une action à long terme ainsi que d'un relèvement sensible du budget tel qu'il a été approuvé en 1963 pour les Travaux Publics.

On mesurera l'important effort financier nécessaire pour faire face aux besoins réels d'entretien et d'équipement en matière d'infrastructure pendant les années 1964 et suivantes à la lumière des chiffres ci-après :

<u>Travaux Publics</u> <u>+ Aéronautique civile</u>	<u>Exercice 1958</u>	<u>Exercice 1963</u>
Budget ordinaire	1.537 millions FC	371 millions FC
Budget extraordinaire	4 milliards FC	1 milliard FC (sur Fonds de Con- trepartie)



Sur la base des prix réévalués et si l'on néglige certaines opérations particulières, notamment celles financées par le Marché Commun, on s'aperçoit que le budget des Travaux Publics est tombé en 1963 sensiblement à 10 % de ce qu'il était en moyenne au cours du dernier Plan décennal. Ce pourcentage est notoirement insuffisant et son relèvement est impératif si l'on veut permettre à l'économie de la Nation de prendre l'essor qu'elle mérite.

D'importants moyens en gros matériel de travaux publics, rassemblés avant l'indépendance, sont encore présents au Congo, entre les mains d'une dizaine de grandes firmes spécialisées et d'un nombre beaucoup plus élevé d'entreprises moyennes. Ces diverses sociétés seraient en mesure d'assurer l'exécution des nouveaux programmes de grands travaux qui pourraient leur être confiés.

La mise en place des experts demandés par le Gouvernement congolais constitue un grand acte de foi en l'avenir. Il reste à espérer que des aides financières extérieures suffisantes pourront être dégagées au cours des prochaines années, afin de tirer pleinement parti du potentiel technique des experts et de redonner au Secteur fondamental des Travaux Publics le rythme d'activité élevé dont le pays a impérativement besoin après trois années de troubles et d'absence d'entretien des ouvrages publics existants.

Ainsi que se plaît à le rappeler le Premier Ministre, M. Cyrille Adoula, "quand le Bâtiment va, tout va."



	: Existant au 5 juillet 1963 :		
	: Assistance :	: Sous Contrat :	: Besoins :
	: bilatérale :	: ONUC :	: globaux :

# GOVERNEMENT CENTRAL

## Secrétariat Général

- 2 Ingénieurs	1	1	-
- 1 Rédacteur technique	1	-	-
- 1 Conseiller juridique	-	-	1

## Ponts et Chaussées

- 3 Ingénieurs	-	1	2
- 4 Ingénieurs techniciens	-	1	3

## Mécanisation

- 2 Ingénieurs	1	-	1
- 2 Ingénieurs techniciens	1	-	1
- 3 Mécaniciens	3	-	-

## Vais Navigables

- 5 Ingénieurs	2	-	1
- 4 Ingénieurs techniciens	1	-	3
- 12 Officiers de marine	4	-	8
- 11 Mécaniciens	5	-	6

## Laboratoires

- 1 Ingénieur	1	-	-
- 6 Ingénieurs techniciens	4	-	2

## Bâtiments civils

- 2 Ingénieurs	-	-	2
- 2 Ingénieurs techniciens	2	-	-
- 7 Architectes	2	2	3

## Eau, Electricité

- 3 Ingénieurs	1	1	1
- 1 Ingénieur technicien	1	-	-

TOTAUX GOUVERNEMENT CENTRAL 30 6 34

## PROVINCES

Les provinces seront groupées en 6 Arrondissements qui comprendront chacun, en principe, 3 ou 4 provinces -

Cellule ) 1 ingénieur civil	Cellule ) 1 ingénieur technicien
Arrond.t) 1 technicien	province ) 1 ou 2 techniciens
) 1 ing. technicien mécan.	) 2 mécaniciens
) 3 mécaniciens	

Ces organigrammes conduisent à 140 unités, réparties comme suit :

6 ingénieurs civils	40 techniciens
26 ingénieurs techniciens civils	62 mécaniciens
6 ingénieurs techniciens mécan.	

TOTAL PROVINCES : 140 TOTAL GENERAL :  
PROVINCES + GVT CENTRAL : 180

SECTION DES CONSEILLERS ONUC DES TRAVAUX PUBLICS : 16



Tableau récapitulatif - assistance demandée

<u>ANCIEN PROJET 39-85-01</u>	<u>Grade</u>	<u>Programme 1963</u>	<u>Demande du Gouvernement pour 1964</u>	<u>Demande du Gouvernement pour 1965</u>	<u>Poste</u>
Section ONUC					
1. Chef de Section	P-6	1	1	1	TP-23
2. Ingénieur adjoint	P-4	1	1	1	TP-11
3. Expert hydraulicien	P-5	1	1	1	TP-16
4. Expert comptable	P-4	1	1	1	TP-24
5. Conseiller auprès du Ministre	P-6	1	1	1	TP-01
6. Ingénieur Mécanicien	P-4	1	1	1	TP-05
7. Architecte	P-5	1	1	1	TP-21
8. Ing. Electro-Mécanicien	P-5	1	1	1	TP-20
9. Ing. Routes & Ponts	P-5	1	1	1	TP-02
10. Conseiller, Léo	P-5	1	1	1	TP-11
11. Conseiller, Coq	P-4	1	1	1	TP-11
12. Conseiller, Stan	P-4	1	1	1	TP-11
13. Conseiller, E'ville	P-4	1	1	1	TP-11
14. Conseiller, Bukavu	P-4	1	1	1	TP-11
15. Conseiller, Lulubourg	P-4	1	1	1	TP-11
Ingénieurs techniciens	P-3	3	3	3	TP-12bis
Ingénieurs techniciens	P-2	3	3	3	TP-14bis
		21	21	21	
<u>PROJET 10-10</u>					
Officiers de Marine	P-3	3	3	3	TP-17
Ingénieur Voies Nav.	P-4	1	1	1	TP-07
		4	4	4	
<u>EXTENSION DU PROJET 39-85-01</u>					
Ingénieurs civils :					
Conseiller Juridique	P-6	1	1	1	TP-01
Routes et Ponts	P-5	1	1	1	TP-02
Routes et Ponts	P-4	1	1	1	TP-03
Ponts et Ouvrages d'Art	P-4	1	1	1	TP-04
Mécanicien	P-4	1	1	1	TP-05
Voies Navigables	P-4	1	1	1	TP-07
Bâtiment Urbanisme	P-4	1	1	1	TP-09
Génie sanitaire	P-4	1	1	1	TP-10
Travaux Publics	P-5	2	2	2	TP-11
Travaux Publics	P-4	4	4	4	TP-11
Hydrographe	P-4	1	1	1	TP-16
Electromécanicien	P-5	1	1	1	TP-20
Ingénieurs techniciens :					
Travaux Publics	P-3	19	17	17	TP-12bis
Bâtiment	P-3	3	3	3	TP-13bis
Routes & Ponts	P-3	10	10	10	TP-14bis
Mécaniciens	P-3	7	7	7	TP-15
Laboratoire T.P.	P-3	1	1	1	TP-22
Architectes :					
Bâtiments civils	P-4	2	2	2	TP-21
Bâtiments civils	P-3	-	2	2	TP-21
Officiers de marine	P-4	5	5	5	TP-17
Maîtres Mécaniciens	P-1, P-2	68	36	20	TP-18bis
Techniciens T.P.	P-1, P-2	40	37	18	TP-19
Total		196	161	126	



Tableau récapitulatif - assistance demandée

ANCIEN PROJET 39-85-01

	Grade	Programme 1964	Demande du Gouvernement		Poste
			pour 1965	pour 1966	
Section ONUC					
1. Chef de Section	P-6	1	1	1	TP-23
2. Ingénieur adjoint	P-4	1	1	1	TP-11
3. Expert hydraulicien	P-5	1	1	1	TP-16
4. Expert comptable	P-4	1	1	1	TP-24
5. Conseiller auprès du Ministre	P-6	1	1	1	TP-01
6. Ingénieur Mécanicien	P-4	1	1	1	TP-05
7. Architecte	P-5	1	1	1	TP-21
8. Ing. Electro-Mécanicien	P-5	1	1	1	TP-20
9. Ing. Routes et Ponts	P-5	1	1	1	TP-02
10. Conseiller, Léo	P-5	1	1	1	TP-11
11. Conseiller, Coq	P-4	1	1	1	TP-11
12. Conseiller, Stan	P-4	1	1	1	TP-11
13. Conseiller, E'ville	P-4	1	1	1	TP-11
14. Conseiller, Bukavu	P-4	1	1	1	TP-11
15. Conseiller, Luluabourg	P-4	1	1	1	TP-11
16. Conseiller, Voies Naviga- les(Ing. Infrastructure)	P-4	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	TP-07
		16	16	16	

EXTENSION DU PROJET 39-85-01

Ingénieurs civils :

Conseiller Juridique	P-6	1	1	1	TP-01
Routes et Ponts	P-5	1	1	1	TP-02
Routes et Ponts	P-4	1	1	1	TP-03
Ponts et Ouvrages d'Art	P-4	1	1	1	TP-04
Mécanicien	P-4	1	1	1	TP-05
Voies Navigables	P-4	1	1	1	TP-07
Bâtiment Urbanisme	P-4	1	1	1	TP-09
Génie sanitaire	P-4	1	1	1	TP-10
Travaux Publics	P-5	2	2	2	TP-11
Travaux Publics	P-4	4	4	4	TP-11
Hydrographe	P-4	1	1	1	TP-16
Electromécanicien	P-5	1	1	1	TP-20

Ingénieurs techniciens :

Travaux Publics	P-3	22	20	20	TP-12bis
Bâtiment	P-3	3	3	3	TP-13bis
Routes et Ponts	P-3	10	10	10	TP-14bis
Routes et Ponts	P-2	3	3	3	TP-14bis
Mécaniciens	P-3	7	7	7	TP-15
Laboratoire T.P.	P-3	1	1	1	TP-22

Architectes :

Bâtiments civils	P-4	2	2	2	TP-21
Bâtiments civils	P-3	-	2	2	TP-21

Officiers de marine	P-4	5	5	5	TP-17
Officiers de marine	P-3	3	3	3	TP-17
Maîtres Mécaniciens	P-1, P-2	68	36	20	TP-18bis
Techniciens T.P.	P-1, P-2	<u>40</u>	<u>37</u>	<u>18</u>	TP-19

Total		196	161	126	
-------	--	-----	-----	-----	--



PROJET DE BUDGET 1964

1- Equipement

80 jeep Station Wagon à	2.500	200.000
75 Volkswagen à	1.300	97.500
2 Peugeot 403		4.000
Bibliothèque technique		500
Appareils et documentation photographiques		1.000
Matériel bureau d'études et dessin		1.000
Instruments topographiques		2.000
50 panoplies outillage mécaniciens à 100 \$ chaque		5.000
Remise en état 20 logements		60.000
Meubles de bureau		4.000
Total 1		370.000 \$

11- Frais opérationnels

Training : Organisation des stages		5.000
Transports aériens intérieurs Congo		50.000
Carburant, huile et ingrédients véhicules - 200 x 1500 x 12 x $\frac{15}{100}$ x $\frac{7}{100}$		60.000
Frais entretien courant véhicules		40.000
Fournitures bureau (papeterie)		1.000
Total 2		156.000 \$

III- <u>Experts</u>	<u>Grade</u>	<u>Nombre</u>			
	P-6	3	x	23.000	69.000
	P-5	9	x	21.500	193.500
	P-4	27	x	19.500	526.500
	P-3	46	x	18.000	828.000
	P-2	57	x	16.500	940.500
	P-1	54	x	14.000	756.000
		196			
Total 3					3.313.500 \$

Total général projet Budget 1964 : 3.839.500 \$



Réf: Civops 926/63

85-01  
J-620.  
le 26 juillet 1963

A: Monsieur A. Barakat, Directeur du  
Bureau de la Coordination économique

De: James R. Brooks, Chef adjoint  
Opérations civiles

Objet: Devises étrangères nécessaires au programme des Travaux publics

J'ai l'honneur de me référer à la lettre adressée par M. Ahmed à Monsieur Jenssen, Président du Conseil Monétaire, en date du 18 juillet 1963, no. Civops 851/63, dont vous avez reçu copie, relative aux devises étrangères nécessaires au financement du programme des Travaux publics.

.... Je vous envoie, ci joint, un exemplaire de la réponse du Conseil Monétaire à la lettre susmentionnée. Veuillez prendre note de l'avant-dernier paragraphe où le Conseil Monétaire suggère que le Bureau de la Coordination Economique, en accord avec le Ministre de l'Economie Nationale, réserve des fonds sur les allocations trimestrielles globales.



CONSEIL MONETAIRE  
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

- Institut d'Emission -

Adresse télégraphique : CONSEILCONGO

MJL - C/7533

Léopoldville, le 19 juillet 1963.

85-01

Monsieur S. HABIB AHMED *D. gen*  
Chef des Opérations Civiles  
Building Royal  
Leopoldville

Cher Monsieur Ahmed,

Nous avons l'honneur de nous référer à votre lettre du 18 juillet 1963, relative au financement en devises du programme des Travaux Publics.

Tout en convenant avec vous de l'urgence de l'exécution d'un tel programme, le Conseil Monétaire se trouve actuellement engagé bien au delà de ses réserves de change. Il serait, par conséquent, très imprudent d'accepter de nouveaux engagements quelle que soit leur importance. Nous vous signalons cependant que nous avons déjà mis à la disposition du Ministre DELVAUX un montant mensuel de 10 millions en devises pendant un an, afin de faire face aux dépenses d'invisibles du programme.

Nous ne voyons cependant aucun inconvénient à ce que le Bureau de Coordination Economique, en accord avec le Ministre de l'Economie Nationale, réserve sur les allocations trimestrielles globales un montant destiné aux Travaux Publics.

Veuillez agréer, Cher Monsieur Ahmed, l'assurance de notre considération distinguée.

Conseil Monétaire  
de la République du Congo  
Institut d'Emission

JUL 23 1963

ACTION

TO:	Brady 222
1	.....
2	.....
3	.....
<input type="checkbox"/>	Not Completed
<input type="checkbox"/>	Not Indexed
<input type="checkbox"/>	Not Acknowledged
IN	.....

*A. NDELE*  
A. NDELE

Membre de Droit  
Gouverneur

de la Banque Nationale du Congo

*W. JENSEN*  
W. JENSEN

Président-Gérant



85-01

UNATIONS  
NEW YORK

ONUC \_\_\_\_\_ FIELDSERV FROM TWIGT. PUBLIC WORKS (WATERWAYS)  
AAA YOUR 4743 ANDRE DEVOS HAS ACCEPTED OFFER AND ADVISES  
WILL BE AVAILABLE 14 SEPTEMBER WHEN HE WILL BE RELEASED  
FROM PRESENT BILATERAL MISSION APPOINTMENT BOB FELICIE  
WARMIMONT AND JACQUES BOUTON ARE HERE SINCE 6 JUNE. YOUR  
OFFERS APPOINTMENT TRANSMITTED TO THEM FROM BRUSSELS. BOTH  
ACCEPT OFFER AND ADVISE WILL BE AVAILABLE 5 SEPTEMBER  
WHEN THEY WILL COMPLETE PRESENT APPOINTMENT WITH BELGIAN  
BILATERAL ASSISTANCE. UNDER CIRCUMSTANCES, YOU MAY WISH  
REVISE OFFER IN RESPECT PAYMENT OF TRAVEL TO READ LEOPOLD-  
VILLE BRUSSELS RATHER THAN ROUND TRIP. CCC REFERENCE YOUR  
OFFER WARMIMONT. CANDIDATE INFORMS US BEFORE HIS DEPARTURE  
FROM BRUSSELS HE UNDERWENT MEDICAL EXAMINATION WITH DR.  
LEDERER THE COST OF WHICH WAS REIMBURSED TO HIM BY UN.  
PLEASE ADVISE IF ANOTHER MEDICAL REQUIRED. BOB BOUTON  
UNDERWENT MEDICAL EXAMINATION. RESULT WILL BE POUCHED  
SHORTLY.



cc: Mr. James V. Brooks  
Mr. H.E. Lercher

INFO. COPY 222

Action To .....

File No. ....

AB/jp

A. Guccianti  
G. Fulcheri  
B. Twigt  
26 July 1963.



CF- 1220/63

24 July 1963

TO : Miss N. Gray, Chief, Civilian Personnel  
FROM : H. Pichler, Administrative Officer, Congo Fund  
SUBJECT: Recruitment of Congolese Bookkeeper for Public Works Section (85-01)

1. Please refer to the enclosed memorandum from the Chief, Public Works Section, on the above subject.
2. The increasing workload makes the services of a bookkeeper indispensable.
3. Therefore, we would be grateful if you would establish a local contract on behalf of Mr. Caius-Marie ITONGA, at the proposed grade L- 5/3.
4. We certify that sufficient funds are available under project 85-01 to cover the payment of local employees for the Public Works Section.

cc/ Mr. Larcher





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC. LEOPOLDVILLE

FW/2781.102

July 23, 1963

TO: Mr. T. Trisciuzzi, Executive Officer, Congo Fund  
FROM: M.E. Larcher, Head of Public Works Section *M.E. Larcher*  
SUBJECT: Recruitment Congolese Bookkeeper  
Mr. ITONGA, Caus-Marie

Due to the increasing demand of the Public Works Programme I require the services of a Congolese Bookkeeper to assist in maintaining our financial situation on transactions from the counterpart funds.

Having received an application from a suitable candidate, Mr. ITONGA, I would ask you to authorize Personnel Section to proceed with the engagement of this person.

It would be desirable if this engagement could become effective as soon as possible and that it be subject to the usual trial period.

It is suggested that this recruit should be offered a local indeterminate contract with a grade of level 5 step 3.

The cost of this engagement should be born by Public Works budget project 85-01.

Attached is the application for employment received from Mr. ITONGA giving an outline of his qualifications and post already held.



85.01

PW/2790.102

Le 24 Juillet 1963.

A: Monsieur M.F. Larcher, Chef de la Section des Travaux Publics  
DE: Gilles Dubuc, Ingénieur Ponts & Chaussées *GD*  
OBJET: Expiration de contrat

Suite à la lettre du Bureau du Personnel en date du 18 Juillet au sujet du renouvellement de mon contrat et contrairement à l'accord verbal que je vous ai signifié, je regrette de vous annoncer que je désire quitter la mission à la fin de mon présent contrat, soit le 5 Août 1963.

Je vous saurais gré de bien vouloir prendre toutes dispositions utiles à cette fin.

c.c. - Miss Nancy Gray, Chef du Service du Personnel  
- Mr. J.R. Brooks, Chef Adjoint des Opérations Civiles ✓

INFO. COPY.

222

Action 10.....

File No.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

23 July 1963

TO: Mr. J.R. Brooks, Deputy Chief of Civilian Operations  
FROM: N.A. Gray, Chief of Civilian Personnel  
SUBJECT: Miss L. Weishaar

Reference is made to your memorandum of 16 July 1963 and to Mr. Larcher's memorandum to Mr. Ahmed of 11 July 1963 concerning the assignment of Miss Weishaar.

I regret that it is not possible for us to take any action to have Miss Weishaar return to ONUC. She completed her assignment on 15 July and departed the mission for leave prior to returning to duty at Headquarters in New York. Headquarters had been very insistent on her returning, and on two occasions informed us that she must be back in New York no later than 15 September. Under these circumstances, we would not have been in a position to prolong her ONUC assignment even had the request been made in good time. Miss Suzanne Lackowsky has already been assigned to the Public Works Section as Miss Weishaar's replacement, and I am sure that she will prove to be satisfactory.

I am forwarding to New York a copy of Mr. Larcher's memorandum of 11 July 1963, so that his comments concerning her performance can be taken into account by the Promotion Board when next it considers staff members for promotion to the G.4 level.

cc: Mr. M.E. Larcher

JUL 25 1963

ACTION

TO:	Brooks
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required
IN FIA'S	



85-01

UNATIONS  
NEW YORK

ONUC \_\_\_\_\_ FIELDSEV FROM TWIGT. PUBLIC WORKS OUR AR 74/6. FOLLOWING  
CANDIDATURES APPROVED BY PRIME MINISTER: SAMI ASHOUSH (TP-18) -  
CLAUDE BERNARD (TP-19) - JOSEPH BONHIVER (TP-19) - NOEL BOZIN (TP-19)  
JEAN-CLAUDE GROSS (TP-14 BIS) - MARCEL HOTTE (TP-19) - PAUL JACQUEMIN  
(TP-18) - FERNAND LEDUC (TP-12 BIS) - EMILE LEROY (TP-19) - ROBERT  
RUCHAT (TP-19) AND FRANCOIS WELLIQUET (TP-19)

cc: Mr. James R. Brooks  
Mr. M.E. Larcher

INFO. COPY 229

Action To: .....  
File No. ....



AB/jp

A. Succianti  
G. Fulcheri  
B. Twigt  
23 July 1963.



Johnson

CIVOPS/820/63

22 July, 1963.

TO: Mr. M.E. Larcher, Chief of Public Works  
FROM: James R. Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations  
SUBJECT: Recruitment for Public Works

With reference to our cable No. 4394 dated 4 July 1963, copy of which is attached, we have now received the following reply from Hq. NY.:

"With reference to your cable 4394, job descriptions for all vacant public works posts are being circulated to National Committees and applications should be received shortly. In the meantime, we are forwarding to you any applications we receive.

With regard to the posts of mechanic, we believe that in the majority of cases the FSL-5 level would be appropriate. Your comments on this point would be appreciated."

Your early views would be most appreciated.

cc: Mr. G. Fulcheri  
Mr. Trisciuzzi



UNATIONS  
NEW YORK

ONUC 4394 FIELD SERV FROM TWIGT. WOULD APPRECIATE  
YOUR URGENT SUBMISSION CANDIDATES FOR PUBLIC WORKS  
PROJECT ESPECIALLY POST TP-18, MECHANICIEN AGAINST  
WHICH 68 POSTS APPROVED. WORKSHOPS THROUGHOUT  
COUNTRY COMPLETELY DISORGANIZED ON ACCOUNT OUR  
INABILITY PROVIDE REQUIRED MECHANICS. PLEASE NOTE  
ONLY SIX CANDIDATES SUBMITTED AGAINST TP-18 OF  
WHICH FIVE PROPOSED BY US.

cc: Mr. S.H. Ahmed  
Mr. M.E. Lercher

AB/jp

A. Succianti  
C. Fulcheri  
B. Twigt  
4 July 1963.